
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 17/3 (1990)

DOI: 10.11588/fr.1990.3.56681

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Mitte des 19. Jh. an. Bemerkenswert ist der Hinweis, daß das Scheitern der Märzrevolution von 1848 schon die ersten Anfänge des deutschen Pazifismus belastete, der erst im Jahre 1892 mit der Gründung der »Deutschen Friedensgesellschaft« eine lebensfähige organisatorische Grundlage erhielt.

Bestechend ist die Analyse, die K. Holl zur Situation der Friedensbewegung im Kaiserreich gibt. Die Ausführungen über Organisation und Ideologie, über Anhänger und Gegner und über »Erfolge am Abgrund« zeigen aus unterschiedlichen Perspektiven die Isolation der Friedensbewegung im Kaiserreich auf. Die Friedensbewegung wurde trotz ihrer geringen Stärke (1914: 10000 Mitglieder) und trotz ihres weitgehend konformen Verhaltens erbittert bekämpft. Die von K. Holl »in vorsichtiger Annäherung« skizzierten sozialpsychologischen Erklärungsversuche des »antipazifistischen Syndroms« (Xenophobie, Autismus, Feindbilddenken, Virilitätskult) sind anregend und verdienen Beachtung bei einer Gesamtanalyse der wilhelminischen Gesellschaft.

Der Erste Weltkrieg bewirkte auch in der Friedensbewegung einschneidende Veränderungen, so daß sich Erscheinungsbild, Programmatik und innere Struktur völlig wandelten. Dieser Nachkriegspazifismus, so resümiert K. Holl, wurde von der Hoffnung bestimmt, der »Neuordnung der Welt und der Neuordnung des Staates werde sich das zweifache Signum von Frieden und Demokratie aufdrücken lassen«. (S. 137)

Ein weiterer Schwerpunkt des Bandes gilt der Friedensbewegung in der Weimarer Republik. Ihre organisatorische und programmatische Differenzierung wertet K. Holl sowohl als Chance »für Spezialisierung und Akzentuierung« als auch als Zersplitterung und Schwächung (S. 147). Im Mittelpunkt stehen Ausführungen über »Völkerbund und Völkerverständigung« als die großen Aufgaben der Friedensbewegung und über »neue Rüstung, neuer Militarismus, neuer Krieg« als die großen Gefahren der Zeit. Die Richtungskämpfe innerhalb der DFG werden ausführlich geschildert; dabei wird die Bedeutung des Radikalpazifismus um Fritz Küster und die von ihm herausgegebene Zeitschrift »Das Andere Deutschland« nicht genügend berücksichtigt. Fritz Küster war zweifellos autoritär, machtbewußt und auch geschäftstüchtig; ihn aber – wenn auch nur indirekt – in die Reihe der großen und kleinen »Trommler« einzuordnen, deren Gefolgschaften »ihren Führer erwarteten« (S. 194), ist angesichts der historischen Belastung dieser Begriffe fragwürdig.

K. Holl erhielt für seine Darstellung des »Pazifismus in Deutschland« im Jahre 1988 den Carl von Ossietzky-Preis der Stadt Oldenburg – eine durchaus verdiente Auszeichnung. In seiner Dankesrede verwies K. Holl auf Anregungen aus dem »Arbeitskreis für historische Friedensforschung«. Nicht erwähnt hat K. Holl, daß er selbst die Gründung dieses Arbeitskreises angeregt hat.

Dieter RIESENBERGER, Paderborn

Michael RUCK, *Bollwerk gegen Hitler? Arbeiterschaft, Arbeiterbewegung und die Anfänge des Nationalsozialismus*, Köln (Bund-Verlag) 1988, 229 p.

Bund-Verlag publie ici dans sa collection de livre de poche qu'elle consacre à l'histoire du mouvement ouvrier, la recherche que Michael Ruck a menée à l'université de Mannheim avec l'aide de la fondation Hans Böckler.

Au titre quelque peu provocateur, l'ouvrage pourrait bien susciter, à sa manière, une nouvelle querelle d'historiens, surtout dans les milieux de gauche. Sa thèse centrale est que la classe ouvrière et le mouvement ouvrier n'ont pas servi, dans les années 1930, de rempart contre l'arrivée au pouvoir des nazis, parce que, dans les années 1920, dès les débuts du national-socialisme, une partie de la classe ouvrière représentait un réservoir potentiel pour ce mouvement et que les partis de gauche, très conscients de la menace fasciste, n'avaient déjà élaboré aucune contre-stratégie efficace.

L'auteur a divisé son travail en trois parties. Dans la première, il envisage la question longtemps laissée tabou et peu explorée, de l'audience que le national-socialisme trouvait – réellement ou virtuellement – dans la classe ouvrière avant le putsch de la Brasserie. Dans une deuxième partie, il examine les stratégies insuffisantes et inadaptées que pratiquèrent, d'une part les communistes et d'autre part, la social-démocratie et les syndicats libres, au point que face au nazisme ils se retrouvèrent déjà en 1923 paralysés et impuissants comme ils le seront en 1933. Enfin une troisième partie présente pour la première fois des documents où les organisations régionales du SPD et de l'AGDB expriment leurs réactions devant la menace fasciste, selon la diversité des situations locales et parfois en opposition avec les décisions confédérales. Les principales conclusions auxquelles est parvenu M. Ruck, peuvent être autant de points de débat, confrontés avec les affirmations jusqu'à maintenant avancées par des historiens aussi patentés que H. Mommsen et H. A. Winkler. Insistons ici sur les deux qui nous apparaissent les plus fondamentales.

La première grande conclusion de M. Ruck est que le national-socialisme a pu, dès ses débuts, pénétrer quantitativement et surtout qualitativement une partie du monde du travail. Reprenant en partie la sociographie du parti nazi à ses débuts, proposée par M. H. Kater, notre auteur concède que les ouvriers sont sous-représentés dans le parti nazi: un tiers des adhérents pour 45 % dans la population active. Mais le fait n'est pas négligeable. Sur 10 nazis, 3 sont des travailleurs manuels, dont 2 ouvriers (qualifié et artisan). Plus encore que cet aspect quantitatif comptent les dispositions qualitatives d'une partie du monde du travail envers le national-socialisme. Contrairement à M. H. Kater qui voit dans les ouvriers nazis des ouvriers »arrivés« ou »embourgeoisés«, ayant peur de tomber dans une véritable prolétarisation, ou à H. Mommsen et H. A. Winkler qui les décrivent comme appartenant à des groupes marginaux de la classe ouvrière, M. Ruck esquisse le portrait type de l'ouvrier susceptible d'être nazi. Jeune, il travaille dans une petite ou moyenne entreprise artisanale, patriarcale; il vit à la campagne ou dans une petite ville, ou vient de les quitter. Jusqu'alors indifférent en politique, il a adhéré aux syndicats peu après la Révolution. Mais étranger au milieu socioculturel, social-démocrate ou catholique, il n'est pas »fidélisé« pour le mouvement ouvrier. Conjugées avec ce »déficit de socialisation«, la grande vague nationaliste suscitée par l'occupation de la Ruhr et les conséquences dramatiques de l'inflation et du chômage lui font rapidement perdre confiance dans les partis du centre et de gauche et dans les syndicats libres et le rendent perméable à l'extrême-droite et au national-socialisme. En témoignent les rapports des organisations syndicales locales concernant certaines branches comme l'industrie textile ou du bois et certaines régions de l'Allemagne moyenne ou du sud. Si cette perméabilité ne se traduit pas par un soutien actif au nazisme en 1923 et par des succès électoraux nazis en 1924, c'est que d'une part, le parti nazi n'avait pas en dehors de la Bavière, une infrastructure suffisante pour recruter cette nouvelle clientèle qui se dirigeait plutôt vers l'extrême-droite traditionnelle, et d'autre part, il ne disposait pas encore de véritable stratégie électorale en direction des masses, comme ce sera le cas quand Hitler aura décidé de parvenir au pouvoir par les voies légale et électorale.

D'où la deuxième grande conclusion de M. Ruck. Ce sont plus la faiblesse du parti nazi et les contradictions des droites que les contre-stratégies établies par le mouvement ouvrier qui expliquent l'échec d'Hitler en 1923 et 1924. Le mouvement ouvrier était déjà à ce moment impuissant et paralysé. Bien sûr, cette situation était la conséquence de sa cassure entre communistes et sociaux-démocrates. Un Front uni antifasciste était impossible puisque les communistes ne concevaient la lutte antifasciste que pour faire une révolution bolchevique. Contrairement au reproche communiste, les dirigeants socio-démocrates et syndicaux n'ont pas démissionné ni trahi devant la menace fasciste mais ils voulaient défendre avant tout la démocratie et la République dans la légalité: les syndicats n'envisageaient l'arme ultime de la grève générale qu'avec réticence, étant donnée l'expérience du printemps 1920, lorsque après l'échec du putsch Kapp-Lüttwitz, le mouvement échappa dans la Ruhr, à leur contrôle et

dégénéra en insurrection communiste. Satisfaits d'être au pouvoir en Prusse dans un gouvernement de coalition, la social-démocratie choisit de lutter contre le fascisme par la voie légale et récusait toute voie extra-étatique: si elle accepta la création de sections de sécurité, ce fut plus pour retenir des adhérents qui auraient pu renforcer les centurions ouvrières communistes que pour participer à une guerre civile qu'elle craignait par-dessus tout et qui menait à une révolution communiste ou plus sûrement à une dictature réactionnaire.

Le drame de la social-démocratie est que cette contre-stratégie légale ne fut pas toujours conséquente et qu'elle fut même employée à contretemps. Ne voulant pas rompre avec son opposition interne de gauche qui soutenait les gouvernements socialo-communistes de Saxe et de Thuringe, la social-démocratie ne se décida (trop tardivement) qu'en août 1923 pour une grande coalition au moment où empiraient troubles et grèves et où se renforçait déjà le fascisme. Mais la grande coalition n'accomplit pas suffisamment sa tâche antifasciste. Lorsque le cabinet Stresemann décréta en octobre 1923 l'exécution du Reich contre les gouvernements ouvriers de Saxe et de Thuringe et non contre les droites en Bavière, la stratégie étatique avait fait banqueroute et la social-démocratie se retira de la grande coalition. Conséquence logique et nécessaire estime M. Ruck. En effet, contrairement à H. A. Winckler qui attribue – pour le regretter – ce retrait à des raisons de pure tactique partisane à courte vue, M. Ruck constate que le destin de la République ne dépendait plus alors de la présence au gouvernement de la social-démocratie et que le maintien de la participation de la gauche démocratique à un système bloqué aurait repoussé les masses ouvrières vers les communistes. Par raison d'Etat et non par raison de parti, il fallait donc sauvegarder un mouvement ouvrier social-démocrate, facteur de l'ordre démocratique.

Il reste que tant sur le plan étatique que sur le plan extra-légal, le mouvement ouvrier n'était plus en mesure de s'opposer avec succès au fascisme. Il n'avait plus qu'à espérer que la menace nazie se brise sur les contradictions internes des extrêmes-droites. Cela eut lieu les 8/9 novembre 1923, mais non dix ans plus tard, car plus que la gauche, Hitler avait tiré les leçons de ces années 1920.

Le travail de M. Ruck nous rend ainsi plus compréhensible la catastrophe de 1933, même si celle-ci n'était évidemment pas fatale.

Jean-Marie FLONNEAU, Orléans

Rainer ZITELMANN, *Hitler. Selbstverständnis eines Revolutionärs*, Hamburg, New York (Berg) 1987, 485 p.

L'idéologie hitlérienne a fait l'objet de plusieurs travaux, au premier rang desquels figure l'étude de Eberhard Jäckel (*Hitlers Weltanschauung*, Tübingen, 1969). La thèse de R. Zitelmann apporte une contribution notable à la connaissance d'un sujet que les chercheurs avaient jusqu'ici abordé avant tout sous l'angle de la politique extérieure et de la politique raciale. Zitelmann a choisi, en effet, de se concentrer sur la politique intérieure, sur la conception qu'avait Hitler de son entreprise, sur ses vues en matière sociale et économique. Sa démarche consiste à scruter ce qui nous est parvenu des écrits et des propos du dictateur allemand et à accumuler les citations pour étayer chaque affirmation. Il en résulte une certaine lourdeur, qui est la rançon d'une démonstration rigoureuse.

Certains historiens qualifient volontiers Hitler de révolutionnaire. Ainsi que le montre Zitelmann, Hitler lui-même se considérait comme tel. Loin d'être un réactionnaire ou un restaurateur, il visait un changement complet de l'ordre des choses, louait même les socialistes d'avoir renversé une monarchie qui n'avait pas su se montrer à la hauteur de la situation. Méprisant la bourgeoisie pour son égoïsme et sa veulerie, il entendait intégrer la classe ouvrière au sein d'une communauté populaire qui assurerait l'ascension des meilleurs; la société inégalitaire de ses vœux devait avoir pour corollaire une mobilité sociale accrue. En matière